

Prise de parole interassociative prononcée par Aurore Foursy (présidente de l'Inter-LGBT) en introduction de la réunion du 22 novembre 2018 à l'Élysée en présence d'Emmanuel Macron et Marlène Schiappa.

Monsieur le Président,
Madame la Ministre,

Les propos qui vont suivre consolident des éléments communs.

Nous ne pouvons commencer cette réunion sans exprimer notre désespoir voire notre colère face aux renoncements des gouvernements successifs sur la PMA.

Ces reports répétés depuis 2012 se traduisent par des situations terribles pour de très nombreuses lesbiennes et par un climat aggravé d'agressions LGBTphobes pour nous toutes et tous, dont encore une à notre connaissance à Paris La Chapelle.

L'ouverture de la PMA n'est plus une question

Tout le monde est perdu sur les reports et le calendrier !

Pourtant tous les voyants sont au vert ! Madame la Ministre Marlène Schiappa a déclaré que le projet de loi de bioéthique serait prêt en janvier. Le repousser revient à nous dire que nous ne sommes pas une priorité et à laisser penser qu'il y a une indifférence quant à la haine que les personnes LGBT vivent au quotidien dans le cadre de débats qui s'éternisent.

Si vous estimez qu'il y a un encombrement parlementaire, faites donc un projet de loi dédié en procédure accélérée avec la PMA et la filiation. Cela sera d'ailleurs bien plus facile, plus adapté pour adresser la filiation, qui relève de l'état civil, et évitera encore des débats qui traînent en longueur.

Nous sommes ici pour discuter de la lutte contre les LGBTphobies.

Ce combat que toutes nos associations mènent au quotidien ne souffre pas d'effets d'annonce et doit se concrétiser au travers de mesures ambitieuses et efficaces.

Avec votre gouvernement, vous souhaitez lutter contre les LGBTphobies, votre soutien et votre engagement sont indispensables.

La condamnation de toutes les formes de violences contre les personnes LGBT et le soutien financier des associations, notamment par l'intermédiaire de la DILCRAH, sont nécessaires mais ne peuvent suffire.

Dans de nombreux domaines, l'action de l'Etat est irremplaçable.

Dans l'éducation tout d'abord. Une campagne de prévention et de sensibilisation a été annoncée, il faut également former le personnel éducatif à la prise en compte des spécificités et à la détection des LGBTphobies dans la lutte contre le harcèlement et les violences scolaires. Il faut créer un brevet sur les discriminations et intégrer l'histoire des luttes LGBT dans les programmes d'histoire.

Au niveau de la Justice, il faut améliorer l'accompagnement des victimes de LGBTphobies en sensibilisant et en formant les agent-e-s de police et de gendarmerie, les magistrat-e-s. La formation doit être obligatoire, co-construite et systématisée. Les plaintes en ligne ne pourront remplacer l'accueil et l'aide par les personnels.

Il faut un plan bien plus ambitieux et que ces deux ministères se mettent au travail, ainsi que le Ministère de la Santé et des Outremer.

L'engagement réel de l'état passe obligatoirement par un budget digne de ce nom et des personnes formées. Rien ne remplace le contact et l'accompagnement par des personnes, de préférence présentes physiquement.

On ne pourra pas accompagner des personnes séropositives dans des urgences surchargées, et on n'aidera pas les réfugiés LGBT+ en leur demandant de raconter leur vie intime sans préparation via une visioconférence pour obtenir l'asile.

On ne luttera pas contre la prostitution en pénalisant le client, cela entraîne des assassinats et renforce les réseaux de traite des êtres humains, contre lequel il n'y a plus d'engagement de l'état depuis 2 ans faute de renouvellement du plan d'action.

Pour faire reculer les LGBTphobies, il est également nécessaire de véritablement reconnaître l'existence des personnes trans et intersexes. Il est temps d'en finir avec les mutilations imposées aux personnes intersexes et de permettre un changement d'état civil entièrement libre, gratuit et déjudiciarisé.

Monsieur le Président, vous nous invitez aujourd'hui pour échanger.

Le constat vous le connaissez, nous l'avons déjà exposé plusieurs fois à vos ministres.

Nous vous demandons ce matin une réponse politique enfin sérieuse:

- Pouvez-vous nous confirmer que le projet de loi sera bien présenté avant la fin 2018 et débattu au Parlement en janvier 2019?

- Avez-vous, en complément des choses qui existent déjà, un plan concret, complet et un budget dédié pour la lutte contre les violences LGBTphobes ?

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, merci de votre attention.

Associations signataires et présentes à la réunion du 21 novembre 2018 :

Inter-LGBT, Les Dégommeuses, European Lesbian Conference, Centre LGBT, SOS Homophobie, Flag !, MAG Jeunes LGBT, L'Autre Cercle, HES, Urgence Homophobie